

Dossier n° 1. Marchés

- Aa. Service A - Attributions, fonctionnement
- Ab. — V - Attributions, organisation
- Ac. Marchés - Etablissement, unification
- Ad. Ordre G^{al} 17. Délégations de pouvoirs. Tableau des compétences
- Ae. Règles de présentation - Etats périodiques
- Af. Service du Contrôle des Marchés
- Ag. Renseignements divers

e Arrondissement

1a - March's

Attributions et fonctionnement du Service
des Approvisionnements, commandes et Marchés

CONTRÔLE des MARCHÉS

(voir dossier spécial)

[illegible]

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

88, rue Saint-Lazare - Paris

B.C. n° 25011

N° D'n 07040

Le Directeur Général

O n° 115

D 8337/12

Messieurs les Directeurs des Services Centraux

V - T - A

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Est - Nord - Ouest - Sud-Ouest - Sud-Est.

Clary

Pour répondre à une question qui m'a été posée, je vous confirme que les dispositions de l'Instruction Générale " Service spécial " -Série Organisation de la S.N.C.F. n° 8 (tirage du 18 Septembre 1939) ne modifient en rien les attributions respectives du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés et des Services Centraux en matière de préparation des commandes, telles que celles-ci sont définies par le renvoi (1) de l'Annexe VII à l'Ordre Général n° 19 (rails, ballast, traverses en bois, marchés de travaux proprement dits, gros outillage, matériel roulant, matériel d'étude, prototypes, matériels électriques spéciaux, concessions et affermages).

Cette répartition des attributions comporte évidemment, pour chacune de ces catégories de commandes, des liaisons directes entre les Régions (Subdivisions de chacun des Services Régionaux Matériel et Traction, Voie et Bâtiments) et le Service Central compétent, dans l'application des articles 7 et 9 de l'Instruction Générale n° 8, de même que pour les autres catégories, ces articles prévoient des liaisons directes avec le Service A

LE DIRECTEUR GENERAL
Signé : Le BESNERAIS.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

88, rue Saint-Lazare - Paris

B.C. n° 25011

N° D'ôn 07040

Le Directeur Général

O n° 115

D 8337/12

Messieurs les Directeurs des Services Centraux

V - T - A

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Est - Nord - Ouest - Sud-Ouest - Sud-Est.

Pour répondre à une question qui m'a été posée, je vous confirme que les dispositions de l'Instruction Générale " Service spécial " -Série Organisation de la S.N.C.F. n° 8 (tirage du 18 Septembre 1939) ne modifient en rien les attributions respectives du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés et des Services Centraux en matière de préparation des commandes, telles que celles-ci sont définies par le renvoi (1) de l'Annexe VII à l'Ordre Général n° 19 (rails, ballast, traverses en bois, marchés de travaux proprement dits, gros outillage, matériel roulant, matériel d'étude, prototypes, matériels électriques spéciaux, concessions et affermages).

Cette répartition des attributions comporte évidemment, pour chacune de ces catégories de commandes, des liaisons directes entre les Régions (Subdivisions de chacun des Services Régionaux Matériel et Traction, Voie et Bâtiments) et le Service Central compétent, dans l'application des articles 7 et 9 de l'Instruction Générale n° 8, de même que pour les autres catégories, ces articles prévoient des liaisons directes avec le Service A

LE DIRECTEUR GENERAL

Signé : Le BESNERAIS.

M. G. Lamy

SOCIÉTÉ
NATIONALE

INSTRUCTION GÉNÉRALE
"SERVICE SPÉCIAL"

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

SÉRIE ORGANISATION DE LA S. N. C. F. N° 8

CONFIDENTIEL

A

*abrogée par note
générale de la S.N.C.F. n° 16 A 15
du 2 décembre 1940*

Paris, le 18 septembre 1939.

Col.

Nm.
83

ORGANISATION DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS,
COMMANDES ET MARCHÉS
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

— Le présent tirage annule et remplace le tirage du 25 août 1939
ainsi que les Rectificatifs n°s 1 et 2 des 6 et 18 septembre 1939

Article 1^{er}. — Préambule.

La présente Instruction Générale demeurera en vigueur pendant la durée des hostilités.

Elle est distribuée aux destinataires des Notes Générales de la Série Approvisionnement, Commandes et Marchés (Diffusion normale).

CHAPITRE I

ATTRIBUTIONS DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS,
COMMANDES ET MARCHÉS, PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Article 2.

a) En règle générale, le Service des Approvisionnement, Commandes et Marchés, conserve pendant la durée des hostilités **du point de vue des catégories d'affaires**, ses attributions du temps de paix en ce qui concerne :

- la Division des Approvisionnements,
- la Division des Achats et des Ventes,
- la Division du Contrôle des Fabrications,
- la Division des Combustibles.

Toutefois, la Division des Approvisionnements se décharge sur les Services Centraux techniques intéressés, Matériel et Installations Fixes, du contrôle du travail des magasins des Régions.

De son côté, la Division de l'Energie Electrique, continue à assurer la direction générale de l'approvisionnement en courant, les liaisons avec les organismes supérieurs du pays et la direction de l'ensemble des installations de production et de transport ; par contre, elle se décharge entièrement sur la Région du Sud-Ouest de la gestion des usines et des lignes.

Enfin, la Division du Contrôle des Marchés est chargée, d'accord avec les Services Centraux techniques intéressés, d'élaborer les clauses à insérer dans les marchés et contrats en conformité de la législation spéciale du temps de guerre. Cette Division exerce le con-

trôle *à posteriori* des contrats, marchés et avenants d'un montant supérieur à 400000 f non soumis au contrôle *a priori*, quel qu'en soit le mode de passation (adjudication ou gré à gré) (1). En outre, cette Division étudie *a posteriori* les contrats, marchés et avenants soumis au contrôle *a priori*, que le Directeur Général lui renvoie pour examen.

Le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est chargé d'assurer la liaison avec le Ministère de l'Armement et avec les Ministères mobilisateurs.

Par dérogation à la règle générale ci-dessus, les Directeurs de l'Exploitation des Régions ont, **en cas d'urgence**, toute liberté d'action en ce qui concerne les **catégories** d'affaires normalement dans les attributions du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, sous réserve de rendre compte des décisions prises pour ces affaires.

Les délégations de pouvoirs dévolues à chaque autorité pour traiter les catégories d'affaires de son ressort, sont fixées à l'article 6 de l'Instruction Générale - Service Spécial - Série Organisation de la S.N.C.F. n° 1, ainsi qu'aux Circulaires nos 1 et 2 des 1^{er} et 2 septembre 1939 pour l'application de l'Ordre Général n° 17, en cas de mobilisation.

Article 3. — **Abrogé.**

CHAPITRE II

ORGANISATION du SERVICE des APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHÉS, PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Article 4.

En cas d'éloignement prescrit par un Avis Général du Directeur Général, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est réparti en cinq groupes dont les emplacements sont désignés ci-après par A, B, C, D, E, et qui seront portés à la connaissance de tous les Services par l'Avis Général susvisé.

GRUPE I. — Emplacement A :

- le Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, et une partie de ses collaborateurs immédiats et du Secrétariat du Service ;
- quelques représentants des Divisions éloignées en d'autres emplacements ;
- la partie non mise à disposition de la Région du Sud-Ouest de la Division de l'Energie Electrique ;
- les éléments maintenus auprès du Directeur du Service A de la Division du Contrôle des Marchés.

GRUPE II. — Emplacement B :

- la Division des Combustibles.

GRUPE III. Emplacement C :

- les collaborateurs du Directeur et les agents du Secrétariat du Service non retenus au Groupe I ;
- la Division des Approvisionnements } à l'exclusion de la Subdivision des Imprimés
- la Division des Achats et Ventes } et Fournitures Administratives.
- la Division du Contrôle des Fabrications.

GRUPE IV. Emplacement D :

- une partie de la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives.

GRUPE V. — Emplacement E :

- le reste de la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives.

Article 5.

Dès réception de l'Avis Général prévu à l'article 4, le courrier destiné au Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés sera adressé, selon sa nature, aux Groupes I à V définis ci-dessus à l'emplacement indiqué sur l'Avis Général.

(1) Le contrôle *a priori* est exercé auprès du Directeur Général par le Chef du Service Technique de la Direction Générale en vertu de l'Instruction Générale "Service Spécial" — Série Organisation de la S.N.C.F. n° 1 (compte tenu du rectificatif n° 1 du 4 septembre 1939).

Il est précisé :

- que le courrier courant destiné à la Division des Approvisionnements et à la Division des Achats et Ventes est à expédier à l'emplacement C.
- que le courrier courant destiné à la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives est à expédier à l'emplacement E.

Article 6. — **Dispositions d'exécution.**

Les deux Divisions des Approvisionnements, des Achats et des Ventes, actuellement en cours de formation, seront constituées sans délai par prélèvement sur les Services Régionaux intéressés, de manière à assurer l'ensemble des attributions qui leur sont dévolues par l'Annexe 7 à l'Ordre Général n° 19.

CHAPITRE III

RELATIONS entre le SERVICE des APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHÉS, LES SERVICES CENTRAUX TECHNIQUES ET LES RÉGIONS PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

Article 7.

Dans le cadre des attributions et de l'organisation du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés définies ci-dessus, les relations entre le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés et les Régions restent pendant la durée des hostilités, celles qui sont indiquées dans la Note Générale, Série Organisation de la S.N.C.F. N° 8-A 8.

Article 8.

Un haut fonctionnaire de chacun des Services Centraux du Matériel et des Installations Fixes est chargé d'apporter au Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés une collaboration étroite pour toutes les questions relatives aux approvisionnements et aux achats.

Article 9.

Les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements prévues à l'Ordre Général n° 16 (une Subdivision Approvisionnements au Service Matériel et Traction, une Subdivision Travaux et Approvisionnements au Service Voie et Bâtiments de chaque Région) auront dorénavant pour attributions de recevoir des consommateurs, de mettre au point et de transmettre au Service A les demandes de réapprovisionnements, d'établir la liaison entre les Magasins, les Ateliers, les Etablissements consommateurs et le Service A.

Ces Subdivisions suivent, en principe, en cas d'éloignement, le sort des Services Régionaux auxquels elles appartiennent.

Les Régions conservent la direction et la gestion des Magasins généraux.

Article 10.

Les fiches de pénurie émises par les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements sont transmises directement à la Division des Approvisionnements.

Les fiches d'alerte et les fiches d'excédent émises par les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements sont transmises au Service Central technique intéressé (Matériel ou Installations Fixes) qui provoque l'action de la Division des Approvisionnements. En cas d'urgence, le Service Central technique intéressé peut procéder d'office à des virements de stocks importants de Région à Région ou prescrire la confection de pièces par les Etablissements, sauf à tenir la Division des Approvisionnements immédiatement informée des mesures prises.

Dans tous les cas, c'est à la Division des Approvisionnements, saisie par les Régions ou par les Services Centraux techniques, qu'il incombe d'actionner les fournisseurs.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

ÉTABLISSEMENT DES COMMANDES ET ORDRES DE LIVRAISON A VALOIR SUR PRÉAVIS DE SOUS-COMMANDES

UTILISATION PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS DES PRÉAVIS DE SOUS-COMMANDES

Observation générale.

Le préavis de sous-commande donne des indications sur les quantités de marchandises qu'il sera *certainement* possible d'obtenir mensuellement chez chaque fournisseur.

Il ne donne, à ce point de vue, qu'une indication, et il sera parfois possible au service acheteur d'obtenir du fournisseur des quantités supérieures aux prévisions du préavis.

Les commandes faites en quantités à valoir sur les préavis de sous-commandes seront passées, jusqu'à nouvel ordre, sans discussion de prix ; cependant, le dernier prix payé avant la mobilisation y sera indiqué pour ordre.

LANCEMENT DES COMMANDES AUX FOURNISSEURS DANS LE CAS DES ARTICLES FIGURANT SUR DES PRÉAVIS DE SOUS-COMMANDES

1^{er} cas. — Commandes en cours.

Il y aura lieu, à la mobilisation, d'examiner l'état de toutes les commandes en cours ;

- a) — **Pour des articles non inscrits sur préavis de sous-commande du fournisseur considéré :** on demandera au fournisseur de terminer la commande si cela lui est possible. S'il refuse, on tombe dans le 2^e cas ci-après.
- b) — **Pour des articles ayant fait l'objet de préavis de sous-commande du fournisseur considéré :** on demandera au fournisseur s'il lui est possible de terminer la commande sans nouvelle commande ; si le fournisseur répond ne pas le pouvoir, il faudra immédiatement lui faire une commande correspondant au solde de la commande en cours et à valoir sur des préavis de sous-commandes.

2^e cas.

Il ne s'agit pas de commande en cours : on établira, au fur et à mesure des besoins des commandes à valoir sur préavis de sous-commandes.

Annexe

Paris, le 25 août 1939.

CoL.

Nm.
83

ORGANISATION DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHÉS
EN CAS DE MOBILISATION

Article 1. — Préambule.

La présente Instruction Générale entrera en vigueur au moment de la mobilisation.
Elle est distribuée aux destinataires des Notes Générales de la Série Approvisionnement, Commandes et Marchés (Diffusion normale).

CHAPITRE I

ATTRIBUTIONS DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS,
COMMANDES ET MARCHÉS, EN CAS DE MOBILISATION

Article 2.

a) En règle générale, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, conserve en cas de mobilisation, du point de vue des catégories d'affaires, ses attributions du temps de paix en ce qui concerne :

- la Division des Approvisionnements,
- la Division des Achats et des Ventes,
- la Division du Contrôle des Fabrications,
- la Division des Combustibles.

De son côté, la Division de l'Energie Electrique, continue à assurer la direction générale de l'approvisionnement en courant, les liaisons avec les organismes supérieurs du pays et la direction de l'ensemble des installations de production et de transport ; par contre, elle se décharge entièrement sur la Région du Sud-Ouest de la gestion des usines et des lignes.

Enfin, la Division du Contrôle des Marchés opérera, dans des conditions qui seront précisées par des instructions spéciales ; dans le cas où la mobilisation interviendrait avant que ces instructions soient établies, le Contrôle *a priori* des contrats serait limité aux marchés allant normalement à la signature du Directeur Général ou du Président du Conseil d'Administration et exercé par un fonctionnaire désigné, relevant directement du Directeur Général.

Par dérogation à la règle générale ci-dessus, les Directeurs de l'Exploitation des Régions ont, **en cas d'urgence**, toute liberté d'action en ce qui concerne les **catégories** d'affaires normalement dans les attributions du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, sous réserve de rendre compte des décisions prises pour ces affaires.

Les délégations de pouvoirs dévolues à chaque autorité pour **traiter les catégories d'affaires de son ressort**, seront fixées à l'Instruction Générale — Service Spécial — Série Organisation de la S.N.C.F. N° 1. L'épreuve de ladite Instruction Générale, en date du 25 mai 1939, comporte les dispositions ci-après, qui seront appliquées, sauf décision contraire :

« Des instructions spéciales préciseront, ainsi qu'il est dit ci-après, les attributions du temps de guerre des Services Centraux et des Régions.

« Dans la limite des attributions ainsi dévolues aux Régions en temps de guerre, les pouvoirs fixés à l'Ordre Général N° 17 pour les Directeurs des Services Centraux (le Directeur des Services Financiers excepté) sont délégués, dès le premier jour de la mobilisation, aux Directeurs de l'Exploitation des Régions ; parmi ces pouvoirs ainsi sous-délégués, sous la réserve du paragraphe précédent, figurent notamment les pouvoirs délégués en temps de paix au Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, en ce qui concerne les « Marchés et traités qui, en raison de leur urgence, de la fluctuation des cours, des conditions économiques ou financières, etc... requièrent célérité ».

« Les Directeurs des Services Centraux recevront, de leur côté, des pouvoirs spéciaux par délégation du Directeur Général.

« Compte rendu sommaire ou copie des décisions prises sera adressé par les Directeurs de l'Exploitation des Régions aux Directeurs des Services Centraux pour les affaires qui, en temps de paix, sont de la compétence de ces Services.

« Certaines catégories de contrat devront faire l'objet d'un contrôle a priori (par exemple, conventions de longue durée susceptible d'engager la S. N. C. F. au-delà de la cessation des hostilités) : des instructions spéciales donneront, le cas échéant, toutes indications utiles.

« D'autres instructions préciseront s'il y a lieu les clauses types à insérer dans certaines catégories de contrats à établir pendant la durée des hostilités. »

Article 3. — Dispositions transitoires.

A la date du 1^{er} juillet 1939 toutes les Divisions du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés sont entièrement constituées sauf la Division des Approvisionnements et la Division des Achats et Ventes qui sont en cours de formation.

En cas de mobilisation survenant avant la constitution définitive de ces deux Divisions, on maintiendra le statu quo, les organismes fusionnés restant fusionnés et conservant leurs attributions, les organismes non fusionnés restant dans les Régions et conservant leurs attributions.

CHAPITRE II

ORGANISATION DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHÉS, EN CAS DE MOBILISATION

Article 4.

En cas d'éloignement prescrit par un Avis Général du Directeur Général, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est réparti en cinq groupes dont les emplacements sont désignés ci-après par A, B, C, D, E et qui seront portés à la connaissance de tous les Services par l'Avis Général susvisé.

GROUPE I. — Emplacement A :

- le Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, et une partie de ses collaborateurs immédiats et du Secrétariat du Service ;
- quelques représentants des Divisions éloignées en d'autres emplacements ;
- la partie non mise à disposition de la Région du Sud-Ouest de la Division de l'Energie Electrique ;
- les éléments maintenus auprès du Directeur du Service A de la Division du Contrôle des Marchés.

GROUPE II. — Emplacement B :

- la Division des Combustibles.

GROUPE III. — Emplacement C :

- les collaborateurs du Directeur et les agents du Secrétariat du Service non retenus au Groupe I ;
- la Division des Approvisionnements } à l'exclusion de la Subdivision des Imprimés et
- la Division des Achats et Ventes } fournitures administratives.
- la Division du Contrôle des Fabrications.

GROUPE IV. — Emplacement D :

- une partie de la Subdivision des Imprimés et des Fournitures Administratives.

GROUPE V. — Emplacement E :

- le reste de la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives.

Article 5. — Dispositions transitoires.

En cas de mobilisation survenant avant la constitution définitive des deux Divisions, des Approvisionnements et des Achats et Ventes, seront éloignés à l'emplacement C :

- la partie existante de la Division des Approvisionnements (et en particulier le bureau de nomenclature) ;
- la partie existante de la Division des Achats et Ventes (et en particulier, la Subdivision des Achats Généraux Communs, et la Subdivision chargée des ventes des vieilles matières) ;
- les organismes d'approvisionnements fusionnés (au 1^{er} juillet 1939 : Service des Approvisionnements Matériel et Traction SUD-EST et NORD devant être scindés ultérieurement pour former les Divisions des Approvisionnements et des Achats et Ventes.

Les subdivisions régionales d'approvisionnements (une au Service du Matériel et de la Traction, l'autre au Service de la Voie et des Bâtiments), créés dans les Régions au fur et à mesure de l'absorption des Services régionaux d'Approvisionnements par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, suivent en cas de mobilisation le sort du Service régional auquel elles appartiennent.

CHAPITRE III

RELATIONS ENTRE LE SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS,
COMMANDES ET MARCHÉS ET LES RÉGIONS, EN CAS DE MOBILISATION.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 6.

Dans le cadre des attributions et de l'organisation du Service des Approvisionnementnements, Commandes et Marchés définies ci-dessus, les relations entre le Service des Approvisionnementnements, Commandes et Marchés et les Régions restent, en cas de mobilisation, celles qui sont indiquées dans la Note Générale, Série Organisation de la S. N. C. F. N° 8-A^s.

Article 7. — Dispositions transitoires.

Les commandes et ordres de livraisons à valoir sur préavis de sous-commande, aussi longtemps que les Divisions des Approvisionnementnements et des Achats et Ventes ne seront pas entièrement constituées, seront préparées dans les conditions fixées à l'annexe à la présente Instruction Générale.

Article 8.

Dès réception de l'Avis Général prévu à l'article 4, le courrier destiné au Service des Approvisionnementnements, Commandes et Marchés sera adressé, selon sa nature, aux Groupes I à V définis ci-dessus à l'emplacement indiqué sur l'Avis Général.

Il est précisé :

- que le courrier courant destiné à la Division des Approvisionnementnements et à la Division des Achats et Ventes est à expédier à l'emplacement C.
- que le courrier courant destiné à la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives est à expédier à l'emplacement E.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

ÉTABLISSEMENT DES COMMANDES ET ORDRES DE LIVRAISON
A VALOIR SUR PRÉAVIS DE SOUS-COMMANDES

Utilisation en cas de guerre des préavis de sous-commandes.

Observation générale.

Le préavis de sous-commande donne des indications sur les quantités de marchandises qu'il sera *certainement* possible d'obtenir mensuellement chez chaque fournisseur.

Il ne donne, à ce point de vue, qu'une indication, et il sera parfois possible au service acheteur d'obtenir du fournisseur des quantités supérieures aux prévisions du préavis.

Les commandes faites en quantités à valoir sur les préavis de sous-commandes seront passées, jusqu'à nouvel ordre, sans discussion de prix ; cependant, le dernier prix payé avant la mobilisation y sera indiqué pour ordre.

Lancement des commandes aux fournisseurs dans le cas des articles figurant sur des préavis de sous-commandes.

1^{er} cas. — Commandes en cours.

Il y aura lieu, à la mobilisation, d'examiner l'état de toutes les commandes en cours :

- a) — Pour des articles non inscrits sur préavis de sous-commande du fournisseur considéré : on demandera au fournisseur de terminer la commande si cela lui est possible. S'il refuse, on tombe dans le 2^e cas ci-après.
- b) — Pour des articles ayant fait l'objet de préavis de sous-commande du fournisseur considéré : on demandera au fournisseur s'il lui est possible de terminer la commande sans nouvelle commande ; si le fournisseur répond ne pas le pouvoir, il faudra immédiatement lui faire une commande correspondant au solde de la commande en cours et à valoir sur des préavis de sous-commandes.

2^e Cas.

Il ne s'agit pas de commande en cours : on établira, au fur et à mesure des besoins, des commandes à valoir sur préavis de sous-commandes.

Catégories d'achats effectués en temps de guerre, par les Régions non fusionnées.

a) — Commandes à valoir sur les préavis de sous-commandes.

Les Services d'approvisionnement non fusionnés passent librement les commandes à valoir sur les préavis de sous-commandes qu'ils ont en leur possession, y compris les dépassements aux quantités prévues que le fournisseur peut accepter. Ils peuvent à volonté changer les destinations à donner à ces commandes à l'intérieur de la Région.

b) — Commandes d'articles non prévus sur les préavis de sous-commandes.

Quand il est nécessaire de faire un achat non prévu sur un préavis de sous-commande de la Région, la Région doit adresser ses demandes, quelle que soit leur importance, au Service Central des Approvisionnements, Commandes et Marchés lorsqu'il s'agit d'une marchandise achetée en temps de paix par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés (exemple : marchandises achetées par les Achats Généraux Communs).

Pour les autres marchandises ne figurant pas sur préavis de sous-commande, les Services d'Approvisionnement non fusionnés opèrent directement jusqu'à nouvel ordre (sous réserve des limites concernant les pouvoirs).

c) Cas urgents.

En cas d'urgence, les Directeurs Régionaux ont toute liberté d'action en ce qui concerne les catégories d'affaires et on ne distingue plus les achats normalement effectués par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés des autres achats.

Catégories d'achats effectués en temps de guerre, par les Régions fusionnées.

En cas d'urgence, les Directeurs Régionaux ont toute liberté d'action en ce qui concerne les catégories d'affaires.

Mais les demandes non urgentes d'approvisionnement et de réapprovisionnement sont adressées pour la suite utile au Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, comme en temps de paix ; c'est ce Service qui établit les ordres de livraison à valoir sur préavis de sous-commandes et qui passe les commandes d'articles ne figurant pas sur les préavis.

Dispositions transitoires concernant les services en cours de transformation.

Les dispositions ci-dessus indiquent ce qu'il y a lieu de faire pour les Services fusionnés et pour les Services non fusionnés.

Il y a lieu de considérer un autre cas, celui d'un Service **en cours d'absorption** par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés : dans ce cas, des ententes particulières doivent intervenir entre le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés et la Région intéressée, compte tenu des dispositions de la présente Instruction et de la situation de fait existante.